



MINUSCA

## NOTE D'INFORMATION

### LES CANDIDATS AUX PRESIDENTIELLES SOUHAITENT QUE LE PROCESSUS ELECTORAL SE POURSUIVE, SELON LE CHEF DE LA MINUSCA

**Bangui, 06 Janvier 2016** – Le Représentant spécial du Secrétaire général des Nations Unies, Parfait Onanga-Anyanga, a indiqué que 28 candidats des 30 aux élections présidentielles lui ont fait part de leur détermination « de faire de sorte que le processus électoral se poursuive ». C'était lors d'un dîner mardi soir auquel étaient également présents le Représentant spécial adjoint du Secrétaire général, Aurélien Agbénonci, et le Commandant de la Force de la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation en République centrafricaine (MINUSCA), général Balla Keita.

Selon le Représentant spécial, qui s'adressait à la presse mercredi matin, les 28 candidats aux présidentielles ont ajouté qu'ils utiliseront les voies légales de recours là où des irrégularités seraient signalées.

A propos du processus électoral, le Représentant spécial a rappelé que l'Autorité nationale des élections (ANE) était sur le point de finaliser le comptage des votes, malgré les défis logistiques, techniques et sécuritaires auxquels ont fait face l'institution, les autorités de la transition et les partenaires. « L'ensemble des institutions nationales est en train d'y travailler pour que, dans la période entre maintenant et le 2ème tour, les carences identifiées soient réglées », a-t-il dit, en évoquant notamment la question de la formation des agents électoraux.

Onanga-Anyanga a exprimé la fierté de la MINUSCA et des Nations Unies en Centrafrique d'avoir collaboré avec le Gouvernement de transition et l'ANE dans l'organisation de la première étape de ces élections. Il a par ailleurs rendu hommage aux Centrafricains qui, en dépit de la crise qui a secoué le pays, se sont relevés pour prendre la marche avec cette extraordinaire leçon de démocratie donnée au monde entier. « Un peuple courageux, déterminé à prendre son destin en main, il a surmonté les risques énormes pour exercer son droit de vote », a-t-il déclaré.

Le Représentant spécial a rappelé que « la famille des Nations Unies, le PNUD, la MINUSCA, et nos partenaires, l'Union Européenne, la France, les Etats-Unis, mais aussi la CEEAC, ont fait l'effort pour qu'on puisse doter le pays non seulement de moyens d'organiser ces élections mais d'organiser des élections qui sont crédibles. » « On a pu limiter les problèmes par l'ensemble des dispositions qui ont été prises par l'ANE elle-même. Il faut lui rendre hommage pour ça car on se retrouve aujourd'hui avec un processus électoral qui est

Communication and public information office



<http://minusca.unmissions.org>



[Facebook.com/minusca.unmissions](https://www.facebook.com/minusca.unmissions)



@UN\_CAR

globalement accepté par tous les observateurs comme quelque chose de remarquable. Il faut s'en féliciter mais ce n'est pas la fin du processus », a dit Onanga-Anyanga, qui a également rendu hommage à la Force et à la Police de la MINUSCA pour l'exécution du plan de sécurisation des élections, en étroite collaboration avec les forces de sécurité intérieure et Sangaris.

Les allégations d'exploitation et abus sexuels (SEA) et de mauvaise conduite par des Casques bleus de la MINUSCA et des membres des forces internationales à Bangui ont également été évoquées. Le Représentant spécial a promis de sévir contre ce mal. « Dès que nous aurons la preuve des responsabilités, des sanctions sévères seront absolument appliquées pour éradiquer ce fléau », a-t-il martelé.

Parmi les mesures prévues, il a cité des discussions avec le Haut-Commissaire des Nations Unies aux Droits de l'Homme afin de mener des actions communes dans le cadre du renforcement de la capacité de la MINUSCA à lutter contre les abus et exploitations sexuels, la création d'une brigade conjointe de la Police et de la Force chargée d'identifier les auteurs d'abus et exploitations sexuels et prévenir de nouveaux cas et la protection des donneurs d'alerte.

Parfait Onanga-Anyanga a aussi exprimé la détermination de la MINUSCA et des Nations-Unies d'accompagner les autorités de la Transition jusqu'à la fin de leur mandat, le 31 Mars 2016 et des perspectives post-transition pour la Centrafrique. Il rassure les Centrafricains, que tout au long de l'année 2016, le pays aura besoin de l'appui accru de la communauté internationale, et certainement de la MINUSCA. « La MINUSCA doit jouer ce rôle de catalyseur de l'appui multidimensionnel dont le pays va bénéficier. C'est déjà l'engagement avec nos partenaires dans le cadre du G8-RCA (Union Européenne, Banque Mondiale, France, Etats-Unis, Union Africaine, CEEAC, etc.) à discuter du compact qui permettra au pays de répondre aux défis immenses qui attendent les nouvelles autorités », a affirmé le Représentant spécial.

Communication and public information office



<http://minusca.unmissions.org>



[Facebook.com/minusca.unmissions](https://www.facebook.com/minusca.unmissions)



[@UN\\_CAR](https://twitter.com/UN_CAR)